

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 16/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France**

24 rue de la Stéarinerie  
BP 150  
CEDEX4  
21000 Dijon

Références : 2026-003  
Code AIOT : 0005401100

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France implanté 24, rue de la Stéarinerie BP 150 21000 Dijon. L'inspection a été annoncée le 24/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les résultats des campagnes d'analyses imposées par l'arrêté du 20 juin 2023 pour rechercher l'éventuelle présence de PFAS dans les rejets aqueux industriels mettent en exergue qu'une part significative des ICPE, préalablement identifiées, émettent des PFAS.

Dans la continuité de l'action nationale menée en 2024, ces émissions doivent être supprimées ou, à défaut, réduites autant que possible.

Les exploitants doivent donc définir un plan d'action pour supprimer ou réduire les émissions de PFAS. C'est à ce titre que le Gouvernement a demandé à l'inspection des installations classées de

contrôler au cours de cette année la bonne mise en œuvre des plans d'action.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France
- 24, rue de la Stéarinerie BP 150 21000 Dijon
- Code AIOT : 0005401100
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine AMCOR de Dijon est spécialisée dans la fabrication d'emballages souples complexes destinés essentiellement à l'industrie agroalimentaire. Cette activité comporte en particulier l'impression d'emballage par héliogravure. L'usine comporte également une activité de production de cylindres gravés pour l'impression par héliogravure, utilisés sur site et pour d'autres usines du groupe.

Le site emploie environ 138 personnes et est implanté en milieu urbain, rue de la Stéarinerie.

Le site est classé en rubrique 3670-2 de la nomenclature des installations classées et soumis au BREF et aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques. Dans ce cadre, les dispositions de l'arrêté ministériel du 03 février 2022 sont applicables à partir du 9 décembre 2024.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS TOP 99%

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article Art.4	Sans objet
3	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
4	Définition d'un plan d'action de	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	suppression/réduction des PFAS		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les campagnes d'analyses, qui se sont déroulées de novembre 2024 à janvier 2025, ont mis en exergue la présence de PFOS en concentration supérieure à la valeur limite maximale dans les rejets (analyse de décembre 2024).

L'exploitant a suspendu l'utilisation d'un produit suspecté de contenir des PFAS ; des analyses supplémentaires, à mener mensuellement lors des six prochains mois, permettront de confirmer ou d'infirmer l'hypothèse de la présence de PFAS dans ce produit de traitement de surface des cylindres.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article Art.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyses, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé trois campagnes d'analyses des substances per- et polyfluoroalkylées dans ses rejets aqueux en novembre, décembre 2024 et janvier 2025. L'ensemble de ses résultats ont été transmis le 8 janvier 2025 conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Rejets aqueux de PFOS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
<b>Prescription contrôlée :</b>  <ul style="list-style-type: none"> <li>Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</li> </ul>

Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés\* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561 )  $\leq 25 \mu\text{g/l}$

Les substances dangereuses marquées d'une \* sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.

#### **Article 22-2-III de l'Arrêté ministériel du 02/02/1998**

Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, cette disposition n'est pas requise si l'exploitant montre la présence de la substance dangereuse dans les eaux amont ou l'influence du fond géochimique et démontre que la présence de la substance dans les rejets n'est pas due à l'activité de son installation.

Cette exemption ne pourra être retenue par l'inspection des installations classées dans le cas où le milieu de rejet est différent du milieu de prélèvement : il appartiendra à l'exploitant de faire en sorte de limiter au maximum le transfert de pollution.

#### **Constats :**

Sur les trois campagnes d'analyses menées entre novembre 2024 et janvier 2025 sur le point de rejet d'eaux industrielles (sortie atelier "traitement de surface"), l'exploitant a relevé :

- une mesure supérieure à  $25\mu\text{g/l}$  ([PFOS] =  $39,1\mu\text{g/l}$  en décembre 2024)
- et deux analyses inférieures à  $25\mu\text{g/l}$  ( $8,8\mu\text{g/l}$  en novembre 2024, et inférieures à la limite de quantification en janvier 2025).

Les points de contrôle suivant détaillent les mesures mises en œuvre par l'exploitant.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant analysera et justifiera le dépassement de décembre 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

#### **N° 3 : Liste des substances PFAS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation.</p> <p>Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté son inventaire, réalisé dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, sur l'ensemble des produits utilisés sur le site et des émulseurs. Cet inventaire précise la présence ou la suspicion de PFAS par la lecture des fiches de données de sécurité et, au besoin, de la consultation des fournisseurs.</p> <p>L'exploitant suspecte la présence de PFAS dans le produit utilisé pour le traitement de surface des cylindres, le Sullyseal MP23 (fournisseur : Beauseigneur). Cette hypothèse est en cours de vérification. Le produit a été utilisé sur le site jusqu'à la fin 2024, mais n'est plus utilisé depuis janvier 2025.</p> <p><b><u>Observation</u></b></p> <p>En cas de présence avérée de PFAS dans le produit Sullyseal MP23, l'exploitant précisera dans la liste des substances PFAS utilisées à la ligne du Sullyseal MP23 la durée d'utilisation sur le site du produit.</p> <p>Ex : Sullyseal MP23, date d'utilisation entre "mois année ou année" et janvier 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Élaboration du plan d'actions pour supprimer/réduire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p>

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

**Constats :**

Suite à l'élaboration de la liste des substances susceptibles de contenir des PFAS, relevant une suspicion de substances per- ou polyfluoroalkylées dans un produit de traitement de surface des cylindres, et au regard des résultats de campagnes d'analyses menées en novembre 2024 et décembre 2024, l'exploitant a suspendu, dès la fin 2024, à titre préventif et en attente de confirmation de cette hypothèse, l'utilisation du Sullyseal MP23 (fournisseur Beauseigneur).

Les résultats des rejets en janvier 2025 montrent des concentrations, pour l'ensemble des 20 PFAS, inférieures à la limite de quantification. Au vu des résultats et de l'engagement de l'exploitant à renouveler les analyses, il n'est pas proposé de prendre un arrêté préfectoral complémentaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Mesures d'investigation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peut présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées.

**Constats :**

L'exploitant a mené des investigations sur les produits chimiques utilisés sur le site (analyse des fiches de données de sécurité, consultation si besoin des fournisseurs), mais également sur l'historique des exercices incendie, et sur les produits utilisés dans les groupes frigorifiques. Suite à ces investigations, l'exploitant a suspendu l'utilisation d'un produit de traitement de surface des cylindres, le Sullyseal B23. L'exploitant n'a pas mené d'analyse complémentaire de ses rejets pour rechercher et surveiller la présence de PFAS.

**Observation**

Suite à cette inspection, l'exploitant s'est engagé à mener pendant 6 mois, des mesures mensuelles de surveillance des PFAS en sus de son autosurveillance.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant déclarera sous GIDAF les mesures mensuelles de PFAS. En cas de dépassement d'un seuil, l'exploitant mènera de nouvelles actions pour réduire son impact.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois